L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI VOL 23 NO. 3 AVRIL 2021

POLITIQUE	3
PAIX & SECURITE	4-5
MAGUFULI	6-7
GENRE	8-9
LEADERSHIP	10
LES JEUNES	11
RÉDUCTION DES RISQUES ET DE CATASTROPHE	12-13
ENERGIE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Approfondissement et élargissement de l'intégration régionale

LE CONSEIL annuel des ministres de la SADC tenu le 12 mars a discuté des initiatives clés pour approfondir l'intégration et le développement régionaux, y compris la feuille de route pour l'industrialisation, la promotion du libre-échange aux niveaux régional et continental, la gestion et la réponse aux risques et aux catastrophes au niveau régional, et la lutte contre la pandémie de la COVID- 19.

Le président du Conseil des ministres de la SADC, l'Honorable Verónica Macamo Dlhovo, ministre mozambicaine des Affaires étrangères et de la Coopération, a déclaré que la mise en œuvre rapide et efficace des décisions est nécessaire pour assurer la paix et la prospérité dans la région. La réunion du Conseil s'est tenue virtuellement et elle était accueillie par le Mozambique.

Concernant la réponse régionale à la gestion des risques et des catastrophes, Dlhovo s'est félicité de la décision que le Mozambique accueille le projet de Centre d'opérations humanitaires et d'urgence de la SADC (SHOC).

Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le SHOC sera chargé de faciliter la préparation régionale aux catastrophes, la réponse et le relèvement rapide afin de soutenir les États membres touchés par les catastrophes. *Voir page 7 pour plus d'informations sur le SHOC.*

Le Conseil a approuvé le plan d'entreprise et le budget annuels du Secrétariat de la SADC pour l'exercice 2020/2021 afin de lui permettre de produire les résultats sur la base des priorités de la Vision 2050 de la SADC et du Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) 2020-2030.

La Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a présenté un certain nombre de réalisations enregistrées par la région pour approfondir l'intégration régionale.

Au total, 1 995 355 transactions ont été réglées via le système de règlement brut en temps réel de la SADC pour les virements bancaires, en décembre 2020, représentant une valeur de ZAR 7,81 billions depuis juillet 2013, date de la mise en service du système.

Lancé en octobre 2018, le RTGS de la SADC a permis aux États membres de régler les paiements entre eux en temps réel par rapport à ce qu'il était auparavant, alors qu'il fallait plusieurs jours aux banques pour traiter les transactions transfrontalières.

Ce système a permis de réduire les coûts de transaction car il supprime le besoin de banques correspondantes.

Suite de la page 2...

Concernant le développement des infrastructures régionales, Dr Tax a déclaré qu'un total de 63 projets d'infrastructures régionales, dont 17 projets énergétiques régionaux, ont été développés dans le cadre du deuxième plan d'action prioritaire pour le programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA PAP 2), le cadre stratégique continental d'infrastructure de l'Union africaine.

Trois des 17 projets présélectionnés proviennent de la SADC et il s'agit de l'hydroélectricité de Luapula entre la République démocratique du Congo et la Zambie ; l'hydroélectricité de Baynes entre la Namibie et l'Angola; et l'interconnexion de transmission ZIZABONA entre le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe.

Le PIDA PAP 2 est un plan directeur pour la transformation des infrastructures africaines pour la période 2012-2040. Le programme a été adopté par les leaders africains en janvier 2012 et fournit un cadre stratégique pour les projets d'infrastructures prioritaires susceptibles de transformer le continent en une région interconnectée et intégrée.

En ce qui concerne le programme d'intégration continentale, le Conseil de la SADC a noté l'état de la signature et de la ratification de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de la Zone de libre-échange tripartite COMESA-EAC-SADC (ZLET).

À cet égard, le Conseil a exhorté les États membres qui n'ont pas signé ou ratifié la ZLECAf et la ZLET à le faire pour permettre la mise en œuvre des accords.

La ratification de l'Accord ZLET est essentielle car elle ouvrira la voie à la mise en œuvre réussie de la ZLECAf.

La ZLECAf est un marché élargi qui rassemble les 55 États membres de l'UA, couvrant un marché de plus de 1,2 milliard de personnes et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3 400 milliards de dollars.

L'opérationnalisation de la ZLECAf a la capacité de changer le paysage économique mondial et de stimuler le commerce intra régional à travers le continent.

La création de la ZLECAf s'appuie sur l'existence d'autres zones de libre-échange (ZLE) sur le continent telles que la ZLE de la SADC et la «Grande» ZLE impliquant le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est et la SADC.

Le «Grand» ou la ZLE Tripartite a une population combinée d'environ 600 millions de personnes et un produit intérieur brut d'environ 1 000 milliards de dollars américains, couvre la moitié des États membres de l'UA et vise à stimuler le commerce intra régional, augmenter les investissements et promouvoir le développement d'infrastructures interrégionales couvrant 26 pays d'Afrique orientale et australe.

Concernant la pandémie de la COVID-19 en cours, le Conseil des ministres de la SADC a noté que 17 entreprises de la région ont été identifiées pour fabriquer des produits médicaux et autres produits pharmaceutiques contre la COVID-19 dans le cadre de l'initiative soutenue par l'Union européenne et l'agence allemande de développement, GIZ, qui vise au renforcement des capacités de recherche et de fabrication de produits pharmaceutiques, de médicaments essentiels et de fournitures médicales.

Le Conseil des ministres de la SADC a également chargé le Comité technique élargi pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur la santé de continuer à surveiller la situation de la COVID-19 et de fournir des conseils en temps opportun, et d'analyser la situation actuelle de la COVID-19 dans le contexte africain et de fournir des solutions endogènes.

A la suite de l'adoption des directives sur l'harmonisation et la facilitation des opérations de transport transfrontalier dans la région de la SADC pendant la pandémie de la COVID-19, le Conseil a exhorté les États membres à se conformer aux directives, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle par les États membres des résultats des tests de COVID-19 et de la période de validité de 0 à 14 jours comme stipulé dans les directives.

Dans une tentative d'accélérer l'industrialisation régionale et le développement des infrastructures, Dr Tax a également appelé à la mise en œuvre rapide du Fonds de développement régional de la SADC, ainsi qu'au renforcement des capacités et des capacités des petites et moyennes entreprises (PME) pour que les citoyens de la SADC bénéficient de l'emploi et de la création de richesse.

Elle a déclaré que le secteur privé a un rôle important à jouer pour stimuler l'industrialisation, les exhortant à tirer parti des chaînes de valeur régionales profilées dans des domaines prioritaires tels que l'enrichissement des minéraux, les produits pharmaceutiques et l'agroalimentaire, ce qui profitera aux investisseurs, aux citoyens de la SADC et à toute la région.

Dr Tax a également appelé à la finalisation rapide de la stratégie d'économie numérique de la SADC afin de réaliser les objectifs ciblés d'industrialisation à long terme, et a ajouté que la numérisation des économies régionales est une nécessité, compte tenu de l'avènement de la 4e révolution industrielle et des enseignements tirés de la Pandémie de la COVID-19.

Le Conseil a approuvé la proposition d'étendre le Kiswahili comme langue de travail à travers l'interprétation lors des réunions du Comité ministériel de la SADC.

La décision fait suite à l'approbation par le Sommet en août 2019 d'introduire le kiswahili comme quatrième langue de travail officielle de la SADC sur une approche progressive en utilisant d'abord le kiswahili comme langue de travail par le biais de l'interprétation lors des réunions du Sommet et du Conseil de la SADC uniquement.

Le Conseil de la SADC est composé de ministres de chaque État membre, généralement des ministères des Affaires étrangères, de la Planification économique ou des Finances, qui se réunissent deux fois par an en février/mars et immédiatement avant le Sommet de la SADC en août ou septembre.

Le Conseil des Ministres supervise le fonctionnement et le développement de la SADC et s'assure que les politiques sont correctement mises en œuvre. ❐

« L'intégration régionale de la SADC avance bien »

PRÈS DE 80 pour cent des activités, programmes et projets régionaux visant à approfondir l'intégration en Afrique australe ont été mis en œuvre entre avril et décembre 2020 malgré les défis posés par la pandémie de la COVID-19, a déclaré au Conseil des ministres la Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, bien qu'elle ait ajouté que le taux de mise en œuvre était légèrement inférieur à celui de la période précédente en raison de ces défis et d'autres.

"En termes de mise en œuvre du plan d'entreprise annuel 2020/2021, un taux de mise en œuvre de 79% a été enregistré pour la période d'avril à décembre 2020", a déclaré Dr Tax dans son discours d'ouverture, ajoutant que ce taux de mise en œuvre est inférieur de 5% par rapport à 84 pour cent enregistrés au cours de la même période de l'exercice précédent. Dr.

Tax a déclaré que les progrès dans la mise en œuvre des décisions prises par le 40e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la SADC en août 2020 sont également satisfaisants.

« En ce qui concerne les décisions du Sommet d'août 2020, un total de 13 décisions ont été entièrement mises en œuvre sur les 26, ce qui représente un taux d'achèvement de 50 %. Les décisions restantes sont de nature à long terme et la mise en œuvre est en cours.» ❐

La SADC va déployer une mission au Mozambique

LES ACTES d'extrémisme et de terrorisme qui ont laissé de nombreux morts, blessés ou sans abri dans le nord du Mozambique nécessitent une réponse régionale proportionnée, ont conclu les dirigeants de la SADC lors de leur sommet extraordinaire de la double troïka qui s'est tenu le 8 avril à Maputo.

Le Sommet a convenu de déployer une équipe technique au Mozambique pour évaluer et enquêter sur la situation sécuritaire sur terrain.

L'équipe technique de l'Organe de la SADC au Mozambique devrait présenter ses conclusions à la Troïka de l'Organe lorsqu'une réponse régionale sera apportée pour remédier à la situation sécuritaire dans ce pays.

Selon les Nations Unies, plus de 670 000 personnes ont été déplacées dans le nord de la province de Cabo Delgado au Mozambique depuis le début de l'insurrection en 2017.

Le 24 mars, lorsque les attaques ont visé la ville de Palma, les médias ont rapporté que 55 personnes avaient été tuées et des bâtiments détruits dans toute la ville.

Divers groupes, y compris ceux ayant un fondamentalisme islamique, en particulier un groupe connu sous le nom d'Ahlu Sunna Wa-Jama, ont revendiqué la responsabilité de certaines des attaques.

«Le Sommet de la double troïka a noté avec préoccupation les actes de terrorisme perpétrés contre des civils innocents, des femmes et des enfants dans certains districts de la province de Cabo Delgado; a condamné les attaques terroristes dans les termes les plus forts; et a affirmé que de telles attaques odieuses ne peuvent se poursuivre sans une réponse régionale proportionnée », lit-on dans un communiqué publié peu après le sommet de la double troïka.

Les leaders ont déclaré qu'une réunion du Comité ministériel de l'Organe serait convoquée pour recevoir un rapport sur les conclusions de l'équipe technique, qui sera ensuite présenté au prochain Sommet de la Troïka de l'Organe pour une réponse régionale à la situation.

Il existe un certain nombre de réponses que la SADC peut apporter, notamment pour aider le Mozambique avec des informations militaires et de renseignement pour lutter contre l'insurrection, car de tels actes de terrorisme sont transfrontaliers.

Une autre réponse disponible consiste à fournir du personnel et des équipements militaires pour lutter contre l'instabilité, ainsi que le déploiement de la Force en attente de la SADC.

Toute réponse régionale de la SADC respectera ses principes fondateurs de respect de la souveraineté du Mozambique, et le président Filipe Nyusi a déclaré qu'il y a certains aspects que le Mozambique abordera seul.

«Ceux qui viennent de l'extérieur ne viendront pas nous remplacer. Ils viendront nous soutenir. Il ne s'agit pas d'une fierté vide. Il s'agit d'un sentiment de souveraineté », a-t-il déclaré.

Le président Nyusi, qui est l'actuel président de la SADC, a déclaré qu'avec le soutien continu de la région, les actes d'extrémisme et de terrorisme dans son pays seront vaincus.

Les terroristes ont été expulsés de Palma, a-t-il déclaré, ajoutant que nous n'avons pas l'intention de proclamer la victoire car nous sommes dans une lutte permanente contre le terrorisme, mais nous sommes sûrs que si nous sommes unis, nous vaincrons.

La SADC a déjà promis son engagement à trouver une solution durable au conflit au Mozambique, notant que la poursuite des actes d'extrémisme et de terrorisme à Cabo Delgado constitue un défi à la paix et à la sécurité, non seulement au Mozambique mais aussi dans la région.

Puisque le terrorisme est de nature cancéreuse, la SADC est bien consciente que si le défi dans le nord du Mozambique n'est pas correctement relevé, il peut fournir un terrain fertile pour s'étendre à d'autres parties de la région.

Le Sommet de la double Troïka qui s'est tenu le 8 avril au Mozambique a réuni les leaders de la Troïka du Sommet et ceux de la Troïka de l'Organe.

Les dirigeants actuels de la troïka au sommet sont le président Nyusi du Mozambique (président), son homologue malawite, Lazarus Chakwera (président entrant) et le président Samia Suluhu Hassan de la République-Unie de Tanzanie (président sortant).

La troïka au sommet de l'Organe sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité se compose du président Masisi en tant que président, du président sud-africain Cyril Ramaphosa en tant que président entrant et du président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe en tant que président sortant.

Le système de la Troïka confère l'autorité à un groupe de leaders pour prendre des décisions rapides au nom de la SADC qui sont habituellement prises lors de réunions politiques programmées à intervalles réguliers, ainsi que pour fournir une orientation politique aux institutions de la SADC entre les sommets réguliers de la SADC. *sardc.net* ❐

La SADC poursuivra les réunions virtuelles jusqu'à ce que la situation de la COVID-19 s'améliore

LE COMITÉ des ministres de la Santé de la SADC a recommandé que les réunions virtuelles continuent d'être utilisées lors de la tenue de réunions régionales jusqu'à ce que la situation de la COVID-19 soit maîtrisée. Cette position a été approuvée par le Conseil des ministres de la SADC qui s'est réuni le 12 mars. Le Conseil a chargé le Comité technique élargi de coordination et de suivi de la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur la santé de continuer à surveiller la situation de la COVID-19 et de fournir des conseils en temps opportun, d'analyser la situation actuelle de la COVID-19 dans le contexte africain et de fournir des solutions endogènes. La SADC a suspendu l'organisation de réunions régionales en face à face en mars 2020 en raison de l'épidémie de coronavirus et a recommandé la convocation de réunions virtuelles. ❐

La SADC a la responsabilité d'aider les États membres menacés par le terrorisme

LA COMMUNAUTÉ de développement de l'Afrique australe (SADC) a la responsabilité en tant que bloc d'aider un autre État membre dont la souveraineté et l'intégrité territoriale sont gravement menacées, a déclaré le Ministre des affaires internationales et de la coopération de la République du Botswana et Président du Comité ministériel de l'Organe de la SADC sur la coopération politique, en matière de défense et de sécurité, l'Honorable Dr Lemogang Kwape.

Dans ses remarques liminaires lors de l'ouverture de la réunion ministérielle extraordinaire de l'organe de la SADC en matière de coopération sur la politique, la défense et la sécurité à Maputo, République du Mozambique, le 28 avril 2021, le Dr Kwape a déclaré que la SADC a le devoir de protéger les civils innocents, ainsi que d'assurer la paix et la stabilité régionales.

La réunion ministérielle extraordinaire de la troïka de l'Organe de la SADC a été convoquée pour examiner le rapport de l'équipe d'évaluation technique qui a été déployée au Mozambique à la suite d'une décision du sommet extraordinaire de la double troïka de la SADC à Maputo le 8 avril 2021.

« Alors que nous délibérons sur le rapport et la marche à suivre, nous devons également prendre en considération le fait que notre voie à suivre, en tant que région, doit être guidée par le Pacte de défense mutuelle de la SADC, qui est entré en vigueur en août 2008 », a déclaré le Dr Kwape.

« Le Pacte prévoit l'autodéfense collective et l'action collective. En particulier, l'article 6 du Pacte stipule qu'une attaque armée contre un État partie doit être considérée comme une menace à la paix et à la sécurité régionales et qu'une telle attaque doit faire l'objet d'une action immédiate.

« C'est à cet égard que je souhaite réaffirmer l'engagement de la SADC à être solidaire du Mozambique. »

Le Dr Kwape a déclaré que la SADC ne peut pas se permettre d'avoir, sous sa surveillance, des atrocités odieuses continues qui se caractérisent par des meurtres horribles de civils innocents, des décapitations et des mutilations de femmes et d'enfants, y compris la violence sexiste.

« L'augmentation de ces terribles attaques fait craindre qu'elles ne se propagent très probablement rapidement à d'autres provinces du Mozambique et à l'ensemble de la région. Par conséquent, plus tôt nous répondrons collectivement, moins il est probable que ces actes de terrorisme barbares continueront de déstabiliser notre Région », a-t-il déclaré.

« Nous félicitons et reconnaissons le rôle important joué par nos partenaires de coopération pour aider à trouver une solution durable à ce problème.»

Le commandant Fillipus Nghilondwa, qui représentait la secrétaire exécutive de la SADC, Son Excellence Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que la réunion du CMO était l'aboutissement des efforts visant à sécuriser la région en abordant d'urgence la situati on sécuritaire dans la province de Cabo Delgado au Mozambique.

Il a exprimé sa gratitude à S.E. Dr Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, pour son leadership exemplaire dans l'initiative visant à ramener la paix à Cabo Delgado en sa qualité de Président de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

L'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, en bref, l'Organe, est une institution de la SADC dont l'objectif global est de promouvoir la paix et la sécurité dans la région conformément à l'article 2 du Protocole de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité. *Source : www.sadc.in* ❐

Organe de Coopération en matière de politique, défence et sécurité

EN 1996, la SADC a lancé l'Organe de coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité, un cadre institutionnel pour la coordination des politiques et des activités sur la politique, la défense et la sécurité.

Cependant, l'Organe a fonctionné sans cadre juridique et sans objectifs clairs jusqu'à ce que les leaders de la SADC approuvent le Protocole sur la Coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité le 14 août 2001.

Le Protocole a été ratifié et est entré en vigueur le 2 mars 2004.

Ce Protocole établit les objectifs de l'Organe en matière de promotion de la paix et de la sécurité dans toute l'Afrique australe, de protection des populations de la région contre l'instabilité due à l'effondrement de l'ordre public, de l'élaboration d'une politique étrangère commune dans toute la région et de la coopération sur les questions liées à la sécurité et la défense.

Le Protocole spécifie également la structure de fonctionnement de l'Organe en tant que Président, Troïka et divers comités, et définit les responsabilités de ces structures, ainsi que les systèmes de nomination et les procédures de fonctionnement. Le Protocole fournit des directives concernant la juridiction, les méthodes et les procédures de l'Organe, et les rapports avec les accords internationaux et les nations extra-SADC. ❐

Comprendre la Force en Attente de la SADC

par Kizito Sikuka

LA PAIX et la sécurité sont des conditions préalables nécessaires au développement durable et à une intégration régionale plus approfondie.

À cet égard, la SADC continue d'accorder la priorité absolue au développement et au renforcement de la coopération entre les 16 États membres.

Une initiative conjointe en faveur de la paix et de la sécurité est la Force en attente de la SADC, ou brigade, qui a été établie par les chefs d'État et de gouvernement de la SADC par le biais d'un Protocole d'accord signé à Lusaka, en Zambie en août 2007.

La Force en attente de la SADC (FAS) est une capacité régionale multidimensionnelle d'opérations de soutien de la paix établie dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA).

La Force en Attente de la SADC représente un engagement de l'objectif qui garantit l'approche collective de la région en matière de défense et de sécurité, de protection des personnes et de sauvegarde de la stabilité de la région.

La force en attente fonctionne comme un outil de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC. Elle reçoit les instructions du Comité des chefs d'état-major de la Défense de la SADC et du Comité des chefs de police de la SADC afin de contribuer à la consolidation de la paix dans la région.

Ces efforts de consolidation de la paix comprennent le désarmement et la démobilisation post-conflit et l'assistance humanitaire dans les zones de conflit et les zones touchées par des catastrophes naturelles majeures telles que la sécheresse et les inondations.

La Force est composée de contingents multidisciplinaires de militaires, de policiers et de civils qui sont stationnés dans leurs pays d'origine et prêts à être déployés en cas de besoin. D'autres mécanismes de soutien pourraient prendre la forme de services logistiques et médicaux.

La Force en attente de la SADC n'a pas de présence physique réelle car la Force est constituée lorsque le besoin s'en fait sentir.

La taille de la Force régionale n'est pas non plus fixe mais dépend de la nature de la mission ainsi que de la contribution des États membres individuels.

Pour chaque mission, la SADC nomme un commandant de force, un commissaire de police et un chef de la composante civile pour diriger l'opération.

La Force en attente de la SADC est déployée sous l'autorité du Sommet de la SADC, garantissant que les leaders de la SADC ont le dernier mot sur le déploiement et les objectifs.

En préparation de sa responsabilité, la Force en attente de la SADC mène divers manœuvres et exercices tels que l'exercice UMODZI tenu en 2018 et l'exercice AMANI Africa II en 2015, et est devenu pleinement opérationnel en 2017. *Le tableau présente certains des principaux exercices d'entraînement menés par la Force en Attente de la SADC.*

Une partie du travail préparatoire pour les exercices est menée au Centre régional de formation au maintien de la paix (RPTC) de la SADC situé à Harare, au Zimbabwe, qui accueille des ateliers d'élaboration de scénarios et des cours de planification d'exercices intégrés.

Ces cours visent à renforcer la planification de l'exercice en partageant des compétences et des techniques essentielles telles que la maîtrise des attitudes appropriées requises pour une coordination efficace des exercices multidimensionnels intégrés.

Le RPTC dispense également une formation aux praticiens du maintien de la paix de la région de la SADC et d'autres parties de l'Afrique, et a participé à la préparation et à l'exécution de tous les principaux exercices de maintien de la paix menés dans la région.

Le RPTC contribue aux objectifs fondamentaux de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, en tant que l'une des principales entités de mise en œuvre de la formation des composantes militaires, policières et civiles pour les missions de soutien à la paix dans la région, et organise également des cours de renforcement des capacités pour la médiation régionale et nationale afin d'améliorer et de renforcer les capacités nationales de médiation dans les États membres de la SADC.

Selon le protocole d'accord établissant la Force en attente de la SADC, les chefs d'État et de gouvernement de la SADC ont convenu de la nécessité d'établir un dépôt logistique principal dans l'un des États membres. Le dépôt fournira des installations de stockage, d'inspection et d'entretien pour l'équipement et les matériaux de toutes les composantes de la Force en attente de la SADC.

La construction du dépôt logistique régional de la SADC avance bien dans le village de Rasesa à la périphérie de Gaborone au Botswana.

Les principaux équipements et autres matériels du dépôt seront fournis par les États membres. À cet égard, l'objectif principal du dépôt est de fournir des stocks juste à temps pour répondre à la capacité de déploiement rapide de la Force en attente de la SADC pour soutenir les opérations de paix régionales.

La SADC a également adopté une stratégie antiterroriste en 2015, destinée à renforcer l'architecture de paix et de sécurité de la région en permettant une approche commune.

Cette approche collective comprend le partage d'informations sur les terroristes présumés ; l'adoption et la révision de la législation au niveau national sur la prévention et la lutte contre le terrorisme ; et le renforcement des capacités des cellules de renseignement financier.

La Force en attente de la SADC est l'un des éléments constitutifs de la FAA, une force continentale de maintien de la paix établie par l'Union africaine et comprenant des composantes militaires, policières et civiles qui sont en attente dans leurs régions d'origine et à la disposition de l'UA pour un déploiement en période de besoin.

La FAA, qui est devenue opérationnelle en janvier 2016, s'appuie sur les cinq sous-régions d'Afrique que sont l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe.

La Force en attente de la SADC a assumé avec succès sa direction par rotation de la FAA le 1er janvier 2019 pendant six mois jusqu'à la fin juin 2019, acceptant la responsabilité principale d'être le premier intervenant dans les situations de conflit sur le continent en fournissant une capacité de déploiement rapide. ❐

Exercices d'entraînement majeurs par la SADC

Exercice de Formation	Lieu	Année
UMODZI	Malawi	2018
AMANI AFRICA	Afrique du Sud	2015
Golfinho	Afrique du Sud	2009
THOKGAMO	Botswana	2005
Tanzanite	Tanzanie	2002
Blue Crane	Afrique du Sud	1999
Blue Hungwe	Zimbabwe	1997

Sur le riche potentiel et les vastes ressources de l'Afrique

« Nos pays ne sont pas pauvres, ils sont très riches. Nous avons toutes les ressources pour nous enrichir… Nous devons donc travailler ensemble pour nous assurer que nous utilisons et exploitons ces ressources au profit de nos pays et de nos peuples. Ceci est important car ce n'est que par la coopération que nous pourrons utiliser ces ressources efficacement et atteindre nos objectifs. ”

Un adieu émouvant à S.E John Pombe Joseph Magufuli

UN NUAGE noir a englouti la République-Unie de Tanzanie et la région le 17 mars à la suite de l'annonce du décès du président John Pombe Joseph Magufuli, succombant à une maladie cardiaque qu'il souffrait depuis plus d'une décennie.

Les leaders africains et les citoyens du continent ont rendu hommage au défunt président de la Tanzanie, le décrivant comme « un grand leader de notre génération ».

S'adressant aux personnes en deuil lors des funérailles d'État bondées qui ont eu lieu le 22 mars à Dodoma, en Tanzanie, les orateurs ont déclaré que Magufuli était un véritable et dévoué fils de l'Afrique.

La cérémonie à Dodoma était l'une des nombreuses célébrations gouvernementales que l'État a organisées dans sept villes du pays pour permettre aux citoyens de rendre un dernier hommage à leur président, et la réponse émotionnelle a confirmé leurs déclarations selon lesquelles il était "un homme du peuple".

Le Président en exercice de la SADC, le Président Filipe Jacinto Nyusi du Mozambique a déclaré que la région et le reste du continent africain avaient perdu un leader travailleur.

« Toute la SADC est ici, nous sommes tous ici pour ce grand adieu à ce grand homme, un grand leader de notre génération », a déclaré le président Nyusi, ajoutant que la région devrait défendre ses idéaux au profit des générations futures.

Le nouveau président en exercice de la SADC, le président Lazarus Chakwera du Malawi a ajouté que l'héritage de Magufuli durera pour toujours.

Le regretté Magufuli, que beaucoup en étaient venus à appeler le bulldozer pour son bilan dans la conduite de programmes gouvernementaux, laisse derrière lui un héritage de son désir inébranlable de débarrasser la Tanzanie de la corruption ainsi que son approche pragmatique du fonctionnement du gouvernement.

«L'amour de la patrie de Magufuli sera à jamais une lumière sur ce pèlerinage. À nous qui avons été chargés de gouverner les nations de notre beau et riche continent, le leadership de Magufuli nous sortira à jamais de la complaisance », a déclaré le président Chakwera.

Le président de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, le président Mokgweetsi Masisi du Botswana a décrit feu Magufuli comme un doyen de la démocratie, de l'unité et du développement, et « un grand enseignant ».

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui est le nouveau président de l'Organe de la SADC, a déclaré que la Tanzanie et l'Afrique ont perdu un panafricaniste.

« La famille des nations d'Afrique pleure aujourd'hui le décès d'un dirigeant estimé de son peuple et d'un champion infatigable de la cause du progrès africain, avec la mort du président Magufuli, nous avons perdu un vrai panafricaniste, un président qui ne s'excusait pas d'être Africain », a déclaré le président Ramaphosa.

Le président sortant de l'Organe de la SADC, le président Emerson Mnangagwa du Zimbabwe, a déclaré que feu Magufuli était un patriote qui dirigeait sur la première ligne et avait toujours voulu voir l'Afrique prospérer.

Il a déclaré que le Zimbabwe serait éternellement reconnaissant à Magufuli pour son soutien continu à la levée inconditionnelle de toutes les sanctions illégales imposées au Zimbabwe.

« Le regretté président Magufuli a toujours été inébranlable pour appeler la région à faire front commun sur les questions de principe. Le peuple du Zimbabwe se souviendra toujours de lui pour le rôle central qu'il a joué en tant que président en faisant réserver à la SADC le 25 octobre comme journée pour l'appel collectif à la levée des sanctions illégales imposées à notre pays. Son leadership visionnaire restera gravé dans l'histoire de la SADC », a déclaré le président Mnangagwa.

Né le 29 octobre 1959, Magufuli a été inhumé le 26 mars dans sa demeure rurale du district de Chato de la région de Geita, une zone aurifère du nord-ouest de la Tanzanie, près du lac Victoria.

De nombreux Tanzaniens ont suivi les événements diffusés en direct à la télévision et à la radio dans le pays où le leader populiste était admiré pour son style agressif de leadership, la construction d'infrastructures et l'action contre la corruption.

Magufuli est devenu le cinquième président de la Tanzanie en octobre 2015 à la suite de sa victoire électorale lorsqu'il a remporté 58,46% des voix lors des élections présidentielles.

En octobre 2020, il a été réélu président après avoir amélioré ses performances précédentes, recueillant plus de 84 % des voix présidentielles. En tant que président de la Tanzanie, Magufuli a été président de la SADC entre août 2019 et août 2020.

Ses réalisations à la tête de la SADC, avec ses collègues, comprennent l'approbation du Protocole de la SADC sur l'industrie ainsi que l'adoption du kiswahili comme quatrième langue de travail officielle de la SADC, avec l'anglais, le français et le portugais.

Le Protocole de la SADC sur l'industrie, qui a été adopté en août 2019, vise à améliorer l'environnement de politique pour le développement industriel et à soutenir la mise en œuvre.

Le protocole est un instrument contraignant qui ancrera et donnera effet juridique à la stratégie et à la feuille de route d'industrialisation de la SADC et assurera une coordination, un suivi et une évaluation adéquats de la mise en œuvre.

Avant de devenir président, Magufuli a été député pendant 20 ans, représentant la circonscription de Chato. Il a occupé divers postes ministériels, notamment celui de ministre des Travaux publics, sous la direction de feu le président Benjamin Mkapa ainsi que du président Jakaya Kikwete. ❐

Levée des sanctions contre le Zimbabwe

« Ces sanctions n'ont pas seulement affecté le peuple zimbabwéen et son gouvernement, mais toute la région. C'est comme un corps humain, lorsque vous hachez une de ses parties, cela affecte tout le corps. Par conséquent, je voudrais saisir cette occasion pour exhorter la communauté internationale à lever les sanctions qu'elle a imposées au Zimbabwe. Cet embargo doit être reconsidéré et levé, afin que le peuple du Zimbabwe puisse profiter de sa vie et développer son pays. »

MESSAGE DE CONDOLÉANCES DE LA SADC A L'OCCASION DU DÉCÈS DE S. E. DR JOHN POMBE JOSEPH MAGUFULI, CINQUIÈME PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE ET PRÉSIDENT SORTANT DE LA SADC

LES PEUPLES et les gouvernements de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont reçu avec une profonde tristesse, la triste nouvelle du décès de Son Excellence, Dr John Pombe Joseph Magufuli, Président de la République-Unie de Tanzanie et Président de la SADC d'août 2019 à août 2020.

Avec le décès de S.E. Le Président Dr Magufuli, le peuple de la République-Unie de Tanzanie, la région de la SADC et l'Afrique dans son ensemble, ont perdu un grand leader engagé et inspirant admiré à travers le continent africain et le monde.

On se souviendra toujours du Président Dr Magufuli pour son leadership axé sur le développement et son engagement en faveur d'une intégration régionale politique et socio-économique plus profonde de la SADC. En assumant la présidence de la SADC en août 2019, S.E. le président Dr Magufuli a réitéré que la République-Unie de Tanzanie est pleinement engagée dans la vision, les objectifs, les principes et les idéaux de la SADC, et en effet, nous considérons toujours la SADC comme une partie intégrante de notre avenir.

Fidèle à son engagement envers les idéaux de la SADC, il a conduit la Région à enregistrer un certain nombre de jalons tels que la finalisation du développement de la Vision 2050 de la SADC et du Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) 2020-2030, deux plans qui fournissent une direction de la région de la SADC dans les années à venir.

S.E. le président Dr Magufuli a toujours recherché des solutions pratiques pour augmenter la capacité industrielle et le commerce intra régional dans la région de la SADC, comme en témoigne le thème du 39e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la SADC tenu à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie, Un environnement propice pour les affaires pour un développement industriel inclusif et durable, une augmentation du commerce intra régional et la création d'emplois. Pour y parvenir, S.E. le Président Dr Magufuli a exhorté les États membres de la SADC à harmoniser les politiques, les lois, les réglementations et à améliorer la qualité des normes des biens et services, afin d'augmenter le volume et la valeur du commerce intra et extra régional.

Le décès prématuré de S.E. le président Dr Magufuli arrive à peine une semaine avant que la SADC ne commémore la Journée de libération de l'Afrique australe le 23 mars 2021, une journée dédiée à honorer les hommes et les femmes pour leurs sacrifices dans la lutte de libération. Dans son message de la Journée de la SADC le 17 août 2020, S.E. le président Magufuli a rendu hommage aux réalisations des leaders fondateurs de la SADC et des dirigeants qui se sont succédé et a ajouté que : Nous devons toujours nous garder de la complaisance car il reste encore beaucoup à faire pour réaliser le rêve et la vision de nos pères fondateurs. C'est un appel que la SADC poursuivra en l'honneur de ce grand leader.

Alors que nous pleurons la disparition de ce fils bien-aimé de la Tanzanie, de l'Afrique australe et du continent africain, nous nous engageons à soutenir fermement le nouveau leadership dans la poursuite de l'héritage remarquable de Son Excellence le Président Magufuli en faveur de la paix, de la sécurité et du développement socio-économique dans la SADC. Région et au-delà, et nous espérons que tous les Tanzaniens resteront calmes, unis et pacifiques.

Au nom de la SADC et en fait en mon nom propre, je présente nos sincères condoléances à la famille Magufuli, au gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie. Nous leur souhaitons force, santé, paix et réconfort en cette période de grande perte.

Filipe Jacinto Nyusi
Président de la république du Mozambique et Président en exercice de la SADC
18 mars 2021

Importance de l'industrialisation de l'Afrique

« En exportant nos matières premières, cela signifie que nous exportons également des emplois. L'histoire nous a appris qu'aucun pays ou région du monde ne s'est jamais développé sans subir le processus d'industrialisation.

Le temps de se concentrer sur les priorités vers l'égalité des sexes

par Nyarai Kampilipili et Thenjiwe Ngwenya

LA COMMUNAUTÉ régionale continue de faire des progrès significatifs en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour le développement durable.

Cependant, un certain nombre de défis entravent encore les efforts déployés par la plupart des pays pour faire progresser pleinement l'égalité des sexes dans toutes les sphères du développement, y compris politique, économique et social.

La 65e session de la Commission de la condition de la femme (CSW65) qui s'est tenue du 15 au 26 mars aux Nations Unies (ONU) à New York a reconnu certains des défis et a déclaré qu'il était urgent de les relever pour accélérer l'égalité des sexes et la représentation égale des femmes dans la prise de décision.

La Directrice exécutive de l'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, l'a déclaré dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture de la CSW65.

Elle a déclaré que divers défis entravent la participation des femmes aux processus clés qui ont le potentiel de changer la vie de nombreux citoyens.

« La pandémie (COVID-19) a été particulièrement dure pour les femmes et les filles, et la violence à l'égard des femmes dans la vie publique est un obstacle majeur à la participation politique, et elle affecte les femmes de tous les âges, de tous les grades et dans toutes les régions du monde. ," elle a dit.

« Ce sont les femmes qui façonnent les politiques et qui peuvent prendre des décisions qui changent positivement des vies. »

Mlambo-Ngcuka a exhorté la commission à proposer des conclusions concertées qui mettraient fin à la régression provoquée par la COVID-19 et la violence sexiste, entre autres.

La plupart des obstacles qui découragent les femmes de participer à la vie politique sont une augmentation de la violence, du sexisme et des discours haineux contre les femmes en politique.

La Commission a accepté de cibler les jeunes femmes dirigeantes en élargissant l'accès à l'éducation, à la technologie et au développement des compétences, aux programmes de mentorat, à un soutien financier accru et à la protection contre la violence.

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés pour faciliter la parité hommes-femmes dans les postes de prise de décision politique, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de représentation 50:50.

Le rythme des progrès est inquiétant. Par exemple, seuls trois pays dans le monde ont atteint l'objectif 50:50. Il s'agit du Rwanda à 61,3 pour cent, de Cuba (53,4 pour cent) et des Émirats arabes unis (50 pour cent).

D'autres pays n'ont pas atteint l'objectif et, en janvier 2021, les femmes ne représentaient que 25,5% des sièges parlementaires mondiaux, selon l'Union interparlementaire.

En Afrique subsaharienne, les femmes représentent 25 pour cent du total des sièges parlementaires.

Dans la région de la SADC, les progrès vers la participation égale des femmes aux postes de décision, en particulier au Parlement, s'accélèrent, importants dans certains États membres et lents dans d'autres.

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive de l'ONU Femmes

Au cours de la période 1997-2005, lorsque l'objectif était de 30 pour cent, seuls trois pays ont atteint l'objectif au parlement. Il s'agissait du Mozambique, de l'Afrique du Sud et de la République-Unie de Tanzanie à 34,8%, 32,8% et 30,4%, respectivement.

En 2016, l'objectif a été ajusté à 50:50 d'ici 2030 conformément à d'autres objectifs mondiaux et seuls l'Afrique du Sud, la Namibie et le Mozambique sont proches d'atteindre l'objectif, à 45,8 %, 44,2 % et 42,4 %, respectivement, bien que certains autres pays ne soient pas loin derrière.

Lors des récentes élections tenues dans la région entre 2019 et 2020, il est devenu évident que la plupart des États membres n'atteindront pas la parité hommes-femmes dans les postes politiques et décisionnels d'ici 2030 si la trajectoire actuelle se poursuit.

Les conclusions de la CSW de cette année ont le potentiel d'arrêter la régression, de recentrer les priorités et de faire avancer l'ensemble du programme en veillant à ce que les femmes soient à la table d'honneur.

« Il est inconcevable que nous puissions remédier à cette situation à laquelle sont principalement confrontées les femmes et résoudre les problèmes auxquels les femmes et les filles sont confrontées sans que les femmes elles-mêmes ne participent à la prise de décision », a déclaré Mlambo-Ncguka, ancienne vice-présidente d'Afrique du Sud.

Dans la région de la SADC, l'article 5 du Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement appelle les États membres à mettre en place des mesures spéciales concernant en particulier les femmes afin d'éliminer les obstacles qui empêchent une participation significative dans toutes les sphères de la vie et de créer un environnement propice à la participation.

La Commission a reconnu que les mesures spéciales temporaires, y compris les quotas, contribuent considérablement à accroître la représentation des femmes dans les législatures nationales et locales, et a appelé tous les gouvernements à fixer des objectifs et des délais spécifiques pour atteindre l'objectif d'un équilibre entre les sexes de 50/50 dans les postes élus.

Certaines des conclusions convenues de la CSW65 demandent aux États membres et aux parties prenantes de lutter contre le cyber harcèlement et la cyber intimidation, ainsi que le manque de mesures préventives et de recours ; aux partis politiques à désigner un nombre égal de femmes et d'hommes comme candidats, à promouvoir un leadership égal dans les structures des partis et à

intégrer une perspective de genre dans les organes décisionnels afin de s'assurer que les femmes sont en mesure d'améliorer la qualité des décisions qui sont prises et mobiliser les jeunes et les organisations dirigées par des jeunes.

La CSW65 s'est tenue sous le thème « La participation et la prise de décision pleines et effectives des femmes dans la vie publique, ainsi que l'élimination de la violence, pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles ».

La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et se réunit chaque année en mars, avec un rôle de premier plan dans le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (BDPfA).

Mesure pour faire progresser l'égalité des sexes, l'autonomisation

LA SADC est engagée à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et a mis en place des mesures pour faire progresser l'égalité des sexes.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré cela lors d'une table ronde virtuelle organisée par la région 5 du Conseil des sports de l'Union africaine, tenue le 15 mars.

Dr Tax a déclaré que l'article 5 (1) (k) du Traité de la SADC adopté en 1992 reconnaît l'intégration du genre comme l'un des objectifs de la SADC et comme un processus intégral de développement communautaire.

Elle a ajouté que la SADC a élaboré une législation, des politiques, des stratégies et des programmes pour garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Dr Tax a abordé le sujet « Stratégies régionales pour protéger les droits des femmes et des filles : existe-t-il des cibles et des jalons ? »

Par exemple, le Protocole de la SADC sur le genre et le développement, révisé en 2016, ouvre une possibilité unique aux États membres d'intensifier les mesures de mise en œuvre stratégique des engagements en matière de genre en collaboration avec les parties prenantes de la société civile, du secteur privé, des communautés et d'autres partenaires au développement.

Pour que l'Afrique australe atteigne l'égalité des sexes, des règles de jeu équitables doivent être fournies aux hommes et aux femmes, et les États membres de la SADC doivent préserver les réalisations importantes déjà accomplies en matière de parité des sexes et développer des mesures innovantes pour accélérer la représentation égale.

Protocole de la SADC aligné sur les objectifs mondiaux

LE PROTOCOLE révisé de la SADC sur le Genre et le Développement prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes grâce à une législation, des politiques, des programmes et des projets sensibles au genre.

Le protocole a été révisé en 2016 afin que ses objectifs soient alignés sur diverses cibles mondiales et questions émergentes.

Certains de ces objectifs mondiaux sont contenus dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies pour l'après-2015, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

L'objectif 5 des ODD traite de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et filles, et fixe neuf cibles à atteindre par la communauté mondiale d'ici 2030.

Il s'agit notamment de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ; l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans les sphères publique et privée, y compris la traite et l'exploitation sexuelle ; l'élimination de toutes les pratiques néfastes, telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines ; et assurer la participation pleine et effective des femmes et des chances égales de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique.

Les autres cibles de l'Objectif 5 des ODD incluent l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits reproductifs conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing.

En outre, le protocole révisé prend en compte les problèmes émergents tels que le changement climatique et les mariages d'enfants. Les mariages d'enfants sont considérés comme l'un des facteurs contribuant à la lenteur des progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, mais la définition d'un enfant par âge reste controversée.

Le Protocole de la SADC sur le genre et le développement est entré en vigueur en 2013 après la ratification de l'instrument par les deux tiers requis des États membres. Le Protocole a été révisé en 2016 et approuvé par le 36e Sommet de la SADC tenu au Swaziland la même année. ❐

La promotion de l'égalité des sexes est un effort collectif

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ et l'équité en matière de genre est un effort collectif qui devrait être défendu par les femmes et les hommes pour assurer un développement socio-économique durable.

Il y a souvent une perception que seules les femmes devraient être les principaux défenseurs et partisans pour l'autonomisation des femmes.

« Je suis un homme, mais nous avons besoin que tous les hommes défendent l'autonomisation des femmes », a déclaré le secrétaire général des Nations Unies (ONU), António Guterres, dans son discours lors d'une précédente session de la CSW.

"Notre monde a besoin de plus de femmes leaders, et notre monde a besoin de plus d'hommes qui défendent l'égalité des sexes."

Guterres a déclaré qu'il est essentiel de briser les barrières culturelles et patriarcales qui continuent de mépriser les femmes, ainsi que les cadres juridiques et politiques sexistes qui empêchent les femmes de participer pleinement aux activités socio-économiques.

"Nous sommes tous mieux lotis lorsque nous ouvrons des portes d'opportunités pour les femmes et les filles dans les salles de classe, les salles de réunion, dans les rangs militaires et lors des pourparlers de paix, et dans tous les aspects de la vie productive", a-t-il déclaré, ajoutant que des études montrent que près d'un milliard les femmes entreront dans l'économie mondiale au cours de la prochaine décennie, par conséquent, l'autonomisation des femmes libérera le potentiel des femmes et rendra le monde meilleur. *sardc.net* ❐

La présidente Samia Suluhu Hassan appelle à l'unité d'action

LA NOUVELLE Présidente de la République-Unie de Tanzanie, Son Excellence Samia Suluhu Hassan s'est engagée à continuer de faire avancer le travail et les idéaux de son prédécesseur, feu John Pombe Joseph Magufuli.

Le regretté Magufuli, que beaucoup en étaient venus à appeler le bulldozer pour son bilan dans la conduite de programmes gouvernementaux, laisse en héritage son désir inébranlable de débarrasser la Tanzanie de la corruption ainsi que son approche pragmatique du fonctionnement du gouvernement.

Magufuli est décédé le 17 mars et, selon la constitution tanzanienne, le vice-président devrait assumer la présidence pour le reste de son mandat de cinq ans, qui se termine en 2025.

Prenant la parole peu de temps après avoir prêté serment en tant que nouveau président de la Tanzanie le 19 mars, Hassan a appelé à l'unité d'action entre tous les Tanzaniens, affirmant que même si sa nomination était intervenue dans des circonstances différentes, feu le président Magufuli l'avait préparée à la tâche qui l'attendait et avait encouragé l'unité nationale.

« C'est le moment de faire front commun et de rester connecté. Il est temps d'enterrer nos différences et de montrer de l'amour les uns envers les autres et d'envisager avec confiance de construire la nouvelle Tanzanie à laquelle le président Magufuli aspirait », a-t-elle déclaré.

Hassan qui a prêté serment en présence de plusieurs ministres, les anciens présidents Ali Hassan Mwinyi et Jakaya Kikwete, et l'ancien président de Zanzibar Amani Abeid Karume, a déclaré que tout se passera bien, car elle est prête à assumer la tâche de diriger la Tanzanie.

La présidente Hassan a répété le même message le 22 mars dans son discours à des milliers de personnes en deuil, dont plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains qui ont assisté à des funérailles d'État tenues à Dodoma pour rendre un dernier hommage au président Magufuli.

Elle a assuré les leaders qu'elle poursuivrait le travail de son prédécesseur pour faire avancer le programme de développement de la Tanzanie, de la région et du reste du continent africain.

"Le pays est entre de bonnes mains", a-t-elle déclaré, ajoutant que nous commencerons là où Magufuli s'est arrêté.

Avant sa nomination en tant que présidente, Hassan était vice-présidente depuis 2015.

Au cours de son mandat en tant que vice-présidente, elle a joué un rôle crucial dans le renforcement de l'intégration régionale plus approfondie en Afrique australe et a assisté à la plupart des sommets des chefs d'État et de gouvernement de la SADC au nom du président Magufuli.

À cet égard, son appréciation et ses connaissances sur l'intégration régionale sont solides. En fait, la Tanzanie a toujours été un ardent défenseur d'une intégration régionale plus approfondie en Afrique.

Le président fondateur de la Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere, a dû supporter le plus grand fardeau de la libération de l'Afrique en hébergeant les combattants de la libération dans son pays et en leur fournissant un soutien logistique et militaire.

Nyerere a également joué un rôle déterminant en avril 1980 dans la création de la SADC - anciennement la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC).

Hassan, qui devient la première femme à être nommée présidente de la République-Unie de Tanzanie, a déclaré que les femmes sont aussi capables que leurs homologues masculins d'accomplir n'importe quelle tâche.

"A ceux qui doutent qu'une dame parvienne à gouverner la Tanzanie, je tiens à vous assurer que celle qui se tient ici est une présidente", a-t-elle déclaré.

La présidente Hassan devient le sixième président de la Tanzanie depuis que le pays a obtenu son indépendance en 1961.

Avant cela, Hassan a occupé divers postes de direction, notamment celui d'être élue membre du siège spécial de la Chambre des représentants de Zanzibar en 2000.

Elle a également été nommée ministre d'État aux Affaires de l'Union en 2014, et élue vice-présidente de l'Assemblée constitutionnelle chargée de rédiger la nouvelle constitution de la Tanzanie.

En 2015, Magufuli a choisi Hassan comme colistière devant plusieurs autres membres éminents et de haut rang du parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM).

Hassan est né le 27 janvier 1960 à Zanzibar et est diplômée en administration publique et en économie du développement.

Les États souverains du Tanganyika et de Zanzibar ont été unis en 1964 par Mwalimu Julius Nyerere dans une union appelée République-Unie de Tanzanie.

Selon la tradition, le CCM au pouvoir devrait convoquer une réunion spéciale de son comité central sur la nomination d'un nouveau vice-président.

La norme établie sous le gouvernement de l'Union est que lorsque le président vient du continent, le vice-président vient de Zanzibar.

Puisque Hassan est originaire de Zanzibar, le prochain vice-président devrait être originaire du continent.

Zanzibar a également son propre gouvernement sous l'Union avec un président, deux vice-présidents et une chambre d'assemblée, avec la responsabilité de gouverner les îles tout en participant également au gouvernement de l'Union. ❐

Participation des jeunes, innovations sociales au cœur du développement régional

Par Raymond Ndhlovu

LES JEUNES d'Afrique australe ont la capacité de développer des innovations sociales qui peuvent aider à relever les défis socio-économiques de la région.

Cependant, il est nécessaire d'améliorer la participation des jeunes femmes et hommes, y compris les jeunes ruraux et marginalisés, et de faciliter le développement des compétences et l'inclusion socio-économique et politique des jeunes dans la région.

Les innovations sociales sont de nouvelles pratiques sociales qui visent à répondre aux besoins sociaux d'une manière nouvelle et originale qui améliore ou modernise les solutions existantes.

Ces innovations sociales répondent aux besoins sociaux par l'utilisation de pratiques entrepreneuriales sûres qui partagent un héritage commun pour faciliter un développement social positif.

Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, en partenariat avec le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC), a travaillé avec des organisations de jeunes de la SADC pour développer deux programmes soutenant la participation, le développement et les innovations sociales des jeunes en Afrique australe.

L'initiative conjointe est composée de deux concepts intitulés :

- AfriNet - Donner la parole à la génération ODD : impliquer les jeunes femmes et hommes en tant que partenaires pour le développement en Afrique australe, et
- Exploiter les innovations sociales pour le développement et la transformation des jeunes en Afrique australe.

L'UNESCO et le SARDC avec des réseaux de jeunes ont lancé une campagne de création de partenariats en ligne pour faire appel à des sponsors potentiels pour financer ces deux programmes dirigés par des jeunes et pour sensibiliser les parties prenantes à la nécessité de soutenir les innovations sociales et l'engagement des jeunes en Afrique australe.

Appelant au soutien et au partenariat sur ces deux interventions, le Directeur et Représentant du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, le professeur Hubert Gijzen, a souligné la nécessité de faire équipe et de soutenir les jeunes pour un bien commun.

« Nous devons les aider à s'exprimer et à développer leurs solutions et approches innovantes », a déclaré le professeur Gijzen.

« Nous sommes prêts et désireux de nous engager et de faire équipe avec vous. Votre partenariat est ce dont nous avons besoin. Vos idées, votre énergie et votre pouvoir d'innovation sont ce dont le monde a besoin.

Cette initiative est conforme à l'Agenda 2030 des Nations Unies (ONU) et à l'initiative développée par l'UNESCO et le SARDC pour soutenir le développement des jeunes ainsi que l'Agenda 2063 de l'UA sur le développement axé sur les jeunes et une culture de la paix.

Parlant de ce projet, le directeur exécutif de SARDC, Munetsi Madakufamba, a souligné la nécessité de favoriser les innovations sociales des jeunes pour faire avancer le développement et l'intégration régionaux.

"Ces deux interventions cherchent à résoudre ce problème en augmentant la participation des jeunes aux problèmes de développement grâce à l'innovation sociale, qui ne concerne pas seulement la technologie mais de nombreuses autres innovations qui répondent aux besoins sociaux de manière plus efficace", a-t-il déclaré.

Le concept AfriNet vise à accroître la participation des jeunes femmes et hommes aux questions de développement, à promouvoir l'inclusion socio-économique et à consolider une culture de paix dans la région.

Ce concept note également la nécessité d'accroître la capacité des jeunes à développer des innovations sociales pour relever les défis socio-économiques dans leurs communautés ainsi que de promouvoir l'entrepreneuriat social des jeunes.

Le projet est basé sur des activités et vise à répondre aux piliers suivants : l'engagement civique des jeunes pour favoriser une culture de paix et d'inclusion sociale ; l'éducation aux médias et à l'information pour les jeunes ; et l'entrepreneuriat des jeunes et l'innovation sociale dans l'industrie culturelle et créative.

Le concept sur les innovations sociales des jeunes vise à renforcer et à soutenir leurs innovations sociales pour la promotion du développement et de leur transformation, ainsi que le développement socio-économique de la région.

Le concept note que la plupart des inventions et innovations des jeunes ne parviennent pas à gagner du terrain en raison de facteurs entravant tels que l'absence de mécanismes institutionnels ayant la capacité d'identifier et de favoriser les innovations des jeunes.

Le projet vise à faciliter le développement d'un mécanisme institutionnel pour soutenir, sauvegarder et encourager les innovations des jeunes ; et promouvoir la représentation et le partage d'un héritage commun à travers les innovations sociales des jeunes.

Ces deux initiatives observent que les jeunes âgés de 16 à 35 ans représentent la majorité de la population en Afrique australe et en Afrique dans son ensemble par conséquent, il est possible pour la région de bénéficier de ce dividende démographique si des mesures visant à exploiter la participation des jeunes et les innovations sociales sont mises en œuvre. ❐

Les jeunes devraient être autonomisés

LA COMMUNAUTÉ MONDIALE devrait « dépasser les platitudes » concernant les jeunes et leur offrir un avenir meilleur, a déclaré le secrétaire général des Nations Unies (ONU), António Guterres, lors du 10e Forum des jeunes du Conseil économique et social (ECOSOC) qui s'est tenu début avril.

"Nous ne devrions pas être surpris qu'à la fois en ligne et dans la rue, les jeunes aient exprimé leur impatience face au rythme du changement... et leur frustration face à l'injustice et à la mauvaise gouvernance", a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'écouter les jeunes pour rétablir la confiance.

Il a déclaré que « des améliorations tangibles » sont nécessaires dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la protection de l'environnement et de la connectivité numérique – « grâce à une reprise juste, inclusive, verte et durable ».

« La toute première stratégie des Nations Unies pour la jeunesse à l'échelle du système, Youth2030, est notre engagement à renforcer notre travail avec et pour les jeunes », a-t-il déclaré, faisant référence à la plate-forme de surveillance des Nations Unies sur la façon dont elle répond aux besoins des jeunes dans la crise de la COVID et son travail dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).❐

L'UNESCO et le SARDC soutiennent la couverture médiatique des catastrophes naturelles

Par Sifelani Tsiko

Effets du cyclone Idai sur les infrastructures au Zimbabwe

LE CENTRE de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC) en partenariat avec le Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

(UNESCO) pour l'Afrique australe (ROSA) a lancé deux nouvelles publications qui visent à soutenir les organes de presse régionaux dans la couverture des catastrophes affectant la région.

Les deux publications intitulées : *"Response to Cyclone Idai by Media in Zimbabwe: An assessment," et un autre: "Disaster Risk Reduction — The Case of Cyclone Idai,"* ont été lancées récemment lors d'un atelier de médias virtuel sur le signalement des catastrophes dans la région de la SADC.

Prenant la parole lors de la cérémonie de lancement, le conseiller régional de l'UNESCO pour la communication et l'information, Al-Amin Yusuph, a salué les chercheurs du SARDC et d'autres partenaires pour avoir produit les publications qui visaient à aider les organes de presse de la région de la SADC à intégrer la couverture des catastrophes naturelles d'une manière fiable et précise.

« Le lancement de ces deux publications est très important pour les organes de presse de la région », a-t-il déclaré.

« Cela permettra aux citoyens de la SADC et aux partenaires régionaux et internationaux d'obtenir des informations correctes et à jour sur les catastrophes naturelles telles que le cyclone Idai.

Le directeur exécutif de SARDC, Munetsi Madakufamba, a déclaré que les nouvelles publications aideront les médias régionaux à mieux raconter l'histoire de la SADC à un moment où il était nécessaire de lutter contre la désinformation et les généralisations produites par les médias mondiaux.

"Nous avons pu raconter notre propre histoire et avec ces deux nouvelles publications, nous devrions tirer des leçons importantes sur la façon dont nous pouvons raconter notre propre histoire régionale d'une manière meilleure et efficace", a-t-il déclaré.

"L'histoire du cyclone Idai a attiré l'attention du monde et les publications offrent des informations utiles sur les éléments importants de ce qui s'est passé."

La réduction des catastrophes futures est au cœur des deux publications qui suivent la couverture médiatique du cyclone Idai de 2019 - l'une des pires tempêtes tropicales à avoir jamais touché l'Afrique et l'hémisphère sud qui a ravagé le centre et le sud du Mozambique, le sud du Malawi et l'est du Zimbabwe provoquant de graves inondations et destruction d'infrastructures et de vastes étendues de terres cultivées dans les trois pays de la SADC.

On estime que trois millions de personnes dans les trois pays ont été touchées.

Les rapports présentent de manière générale la réponse des médias au Zimbabwe au cyclone Idai et analysent la capacité actuelle des médias à couvrir les catastrophes.

Ils mettent en évidence les défis et les lacunes institutionnels et individuels importants auxquels les médias sont confrontés pour fournir des informations précises et opportunes et donnent des idées aux médias et aux autres parties prenantes pour travailler ensemble afin d'améliorer les capacités des médias dans les futurs reportages sur les catastrophes.

Dans l'avant-propos, la ministre des Services de l'information, de la publicité et de la radiodiffusion, la sénatrice Monica Mutsvangwa, a déclaré que les médias étaient des fournisseurs de services essentiels pour les citoyens et les gouvernements lors de catastrophes et urgences.

« La production et la diffusion d'informations précises et en temps opportun fournissent aux personnes des connaissances vitales essentielles qui peuvent renforcer la planification et les actions pour des ripostes efficaces », a-t-elle écrit.

« On ne saurait trop insister sur la nécessité pour les médias de jouer un rôle actif et opportun en fournissant des informations aux personnes touchées par la catastrophe – avant, pendant et après. Oui, dites-nous ce que nous avons fait de mal, c'était une urgence et les décisions devaient être prises rapidement, mais nous avons aussi bien fait certaines choses, alors dites-le-nous aussi.

La ministre Mutsvangwa a déclaré que les publications aideront à fournir les informations nécessaires pour guider la prise de décision éclairée et les efforts pour autonomiser les citoyens de la SADC en termes d'accès à des informations précises et fiables sur les catastrophes naturelles.

"L'analyse de la couverture médiatique ne concerne pas seulement les chiffres et l'accès, mais aussi la qualité du reportage, son exactitude et sa fiabilité, la quantité de recherche et de compréhension impliquée", a-t-elle déclaré.

« Un rapport bien documenté peut avoir plus d'impact que 10 rapports limités en informations ou mal présentés. Les catastrophes humaines ont besoin d'histoires de « bonnes nouvelles » ainsi que de mauvaises, et les ripostes des individus, des organisations, du gouvernement et des voisins ont été nombreuses. »

Les deux publications ont été lancées lors d'un atelier régional sur les médias organisé par l'UNESCO et le SARDC.

L'UNESCO est une organisation internationale qui cherche à construire la paix par la coopération internationale, tandis que le SARDC est un centre de recherche régional qui cherche à améliorer l'efficacité des processus de développement par la collecte, la production et la diffusion d'informations. The Herald ❐

La SADC va établir un centre d'opérations en cas de catastrophe et d'urgence

Par Neto Nengomasha

LA SADC va bientôt établir un centre d'opérations d'urgence et de catastrophe chargé de renforcer la préparation régionale aux risques et au catastrophe, la riposte et la relance rapide pour soutenir les États membres.

Au cours des dernières décennies, l'Afrique australe a connu une fréquence et une gravité croissantes de sécheresses, d'inondations, de cyclones et de criquets qui ont été attribués au changement et à la variabilité climatiques, entraînant une insécurité alimentaire et d'autres impacts socio-économiques.

Rien qu'en janvier et avril 2019, la région a été confrontée à un certain nombre de phénomènes météorologiques tels que les cyclones tropicaux Desmond, Enawo, Idai et Kenneth, qui ont provoqué d'importantes inondations dans les États membres de la SADC tels que l'Union des Comores, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et le Zimbabwe.

Le cyclone Idai a été enregistré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir jamais touché l'Afrique et l'hémisphère sud.

En 2020, un essaim de criquets, également attribué au changement climatique, a envahi des parties du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et la majeure partie de l'Afrique de l'Est.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un petit essaim de criquets peut consommer suffisamment de nourriture pour 35 000 personnes en une seule journée.

Le rapport annuel 2019 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a déclaré que 91 % de toutes les catastrophes majeures et 77 % des pertes économiques dues aux catastrophes naturelles au cours de l'année ont été attribuées à des événements météorologiques extrêmes.

Ces catastrophes ont mis en évidence l'importance d'une coopération étroite et d'une riposte coordonnée de la région, d'où la création d'un centre d'opérations en cas de catastrophe et d'urgence pour renforcer la résilience, la préparation et la réactivité régionales aux catastrophes, y compris les pandémies, les épidémies et les risques connexes.

À cet égard, le Conseil des ministres de la SADC, qui s'est réuni virtuellement le 12 mars, a approuvé une offre du Mozambique d'héberger le Centre d'opérations humanitaires et d'urgence de la SADC (SHOC).

Le Conseil a noté que le projet de protocole d'accord sur le SHOC et les procédures opérationnelles normalisées (SOP) entre le Secrétariat et le SHOC; et un projet de charte pour établir le SHOC ont été élaborés. Le Conseil a chargé le Secrétariat de travailler avec le gouvernement du Mozambique pour opérationnaliser le SHOC.

Lorsqu'il sera opérationnel, le SHOC est censé coordonner la préparation et les ripostes régionales aux catastrophes, et fait partie des efforts déployés par la région pour élaborer des stratégies dynamiques de gestion des risques et de catastrophe. ❐

Plan d'action chiffré pour le programme régional contre la désertification

L'ÉLABORATION d'un plan d'action détaillé et chiffré pour le Programme d'action sous régional de lutte contre la désertification en Afrique australe (PASR 2015-2025) est une initiative positive qui aidera les États membres de la SADC à faire face aux graves impacts de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse dans la région.

Le PASR 2015-2025 a été adopté par les ministres de la SADC responsables de l'environnement et des ressources naturelles en 2015 pour lutter contre l'impact de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse.

Pour assurer une mise en œuvre efficace du PASR, le Conseil conjoint des ministres responsables de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que leurs collègues en charge du tourisme ont demandé au Secrétariat de la SADC d'élaborer un plan d'action chiffré détaillé pour le PASR.

Le plan devrait décrire les actions et les jalons à atteindre dans le cadre de la stratégie du PASR ; identifier les liens entre les actions nationales et régionales ainsi que l'estimation des coûts par rapport aux actions décrites.

L'élaboration du plan d'action chiffré pour le PASR arrive à un moment opportun alors que l'Afrique australe connaît des tendances accrues de dégradation des terres et de désertification.

Certains des facteurs de la dégradation des terres et de la désertification sont attribués à la croissance démographique rapide et à l'évolution des modes de consommation qui ont généré une pression excessive sur les ressources agraires limitées. ❐

État de la numérisation dans les systèmes agricoles régionaux

LA SADC se lance dans un exercice pour évaluer l'état de la numérisation dans le système agricole, en particulier dans le domaine de la recherche pour le développement, de l'éducation, des systèmes de vulgarisation et des liens avec le marché.

L'évaluation couvrira 13 des 16 États membres de la SADC et est menée dans le cadre du Programme de productivité agricole pour l'Afrique australe (APPSA).

L'APPSA est un programme financé par la Banque mondiale et coordonné au niveau régional par le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA).

Situé au Botswana, le CCARDESA est une institution régionale qui vise à coordonner et à stimuler la croissance agricole par la recherche, le développement technologique et la diffusion d'informations sur la recherche aux agriculteurs.

L'exercice d'évaluation de l'état de la numérisation dans le système agricole devrait mettre en évidence les éléments suivants:

- Technologies numériques disponibles ;
- Les lacunes qui existent dans l'espace numérique pour faciliter la numérisation du secteur agricole ;
- Des solutions (politiques publiques, investissements publics et privés liés à la recherche et au développement agricoles, à l'éducation et à la vulgarisation agricole) pour accélérer la promotion des technologies numériques;
- Des voies pour aider les jeunes, les femmes et d'autres groupes vulnérables à devenir des entrepreneurs numériques dans le secteur agricole ; et
- Acteurs clés du secteur public et privé à chaque étape du développement technologique. ❐

Les partenaires de la SADC élaborent une stratégie de coopération énergétique

LE SECRÉTARIAT de la SADC et ses partenaires de coopération du secteur de l'énergie se réuniront début mai pour discuter des initiatives entreprises par la région pour assurer des approvisionnements électriques stables.

La région de la SADC est dotée d'une richesse de ressources énergétiques qui comprennent l'énergie solaire, hydraulique, éolienne et du charbon, cependant, la région continue d'être affectée par une pénurie d'électricité paralysante.

La pénurie d'électricité qui a été détectée pour la première fois dès 1999 et s'est accentuée après 2007 a contraint la plupart des pays à mettre en œuvre des programmes de gestion de la demande tels que le délestage.

Alors que le délestage a réussi dans une certaine mesure à restreindre la demande globale d'électricité dans la région, la mesure a considérablement affecté le développement socio-économique puisque la disponibilité de l'énergie est l'un des principaux catalyseurs du développement durable.

De plus, la pandémie de coronavirus, communément appelée COVID-19 n'a pas épargné le secteur de l'énergie de la SADC pour relever ses défis.

Les implications à long terme des mesures de confinement liées à la COVID-19 sont inquiétantes, car des retards importants sont susceptibles d'être enregistrés dans la mise en œuvre des deux projets énergétiques prévus là où la construction avait déjà commencé.

Face à de tels défis, la SADC et ses partenaires de coopération du secteur de l'énergie organiseront une réunion virtuelle du Groupe thématique de l'énergie de la SADC (GTE) le 5 mai pour discuter des moyens de renforcer leur approche coordonnée de la coopération et du développement énergétiques régionaux.

Le GTE de la SADC est composé de représentants du Secrétariat de la SADC, des organisations subsidiaires de la SADC dans le secteur de l'énergie, des Partenaires Internationaux de Coopération (PIC) et d'un partenaire de connaissance, le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe.

Le PIC principal pour le secteur de l'énergie est la Banque africaine de développement (BAD).

Les organisations subsidiaires de la SADC dans le domaine de l'énergie sont l'Association régionale des régulateurs de l'électricité d'Afrique australe (RERA), le Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) et le Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP).

Le SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe au nom des services publics des États membres.

Le SACREEE est chargé de diriger la promotion du développement des énergies renouvelables dans la région, tandis que RERA réglemente le commerce de l'énergie dans la région.

Le SARDC est chargé de sensibiliser les parties prenantes aux principaux enjeux énergétiques régionaux.

Selon le projet d'ordre du jour, la réunion discutera d'un large éventail de questions, y compris les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités, programmes et projets énergétiques prioritaires ainsi que l'investissement dans de nouveaux projets. Certains des projets prioritaires incluent la construction d'interconnexions électriques pour permettre aux États membres de la SADC de partager l'énergie excédentaire.

Tous les États membres continentaux de la SADC, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés via le réseau régional du Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP).

À cet égard, la construction de nouvelles interconnexions telles que l'interconnexion Angola-Namibie, l'interconnexion Mozambique-Malawi et l'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie-Kenya (ZTK) est essentielle car elle connectera les réseaux électriques de trois membres non-opérateurs du SAPP l'Angola, le Malawi et la Tanzanie au réseau régional.

La ZTK reliera non seulement la Tanzanie au réseau SAPP, mais également le pool électrique d'Afrique de l'Est au SAPP, permettant aux pays d'Afrique orientale de partager l'électricité excédentaire avec ceux d'Afrique australe.

En ce qui concerne l'investissement dans de nouveaux projets énergétiques, la région a besoin d'environ 114 à 233 milliards de dollars entre 2012 et 2027 pour développer une capacité de production d'électricité supplémentaire, selon le plan sectoriel de l'énergie du plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC.

Une autre question de discussion par la SADC et ses partenaires de coopération du secteur de l'énergie est de savoir comment la région pourrait exploiter et explorer les sources d'énergie renouvelables qui sont en abondance.

Les sources d'énergie renouvelables sont non seulement abordables, sûres et fiables, mais elles sont également moins polluantes pour l'environnement que les énergies fossiles telles que le charbon.

L'objectif de la SADC est d'atteindre un mix énergétique renouvelable dans le réseau régional d'au moins 35% d'ici 2030.

Actuellement le mix énergétique régional est dominé par le charbon, qui contribue à plus de 70%.

Le GTE de la SADC devrait également revoir ses termes de référence pour s'assurer que ses opérations et sa structure restent pertinentes et alignées sur la dynamique changeante du secteur de l'énergie aux niveaux régional, continental et mondial. *sardc.net* ❐

Infrastructures de transport d'électricité

DANS LE but de débloquer et de tirer parti du développement des projets d'interconnexion de transport d'électricité, des lignes de transmission dorsales ainsi que ceux liés aux nouvelles centrales électriques, le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec le Southern African Power Pool (SAPP) et le soutien de la Banque mondiale, développe une étude sur la mise en place d'un mécanisme régional de financement des infrastructures de transport (RTIFF). Les recommandations de l'étude devraient être présentées aux comités ministériels sectoriels concernés pour approbation et, finalement, au Conseil des ministres et aux chefs d'État et de gouvernement pour examen et approbation.

L'Afrique Australe aujourd'hui

LA SADC AUJOURD'HUI Vol 23 No3 Avril 2021

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR
Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili,
Maidei Musimwa, Tariro Mutwira, Monica Mutero,
Raymond Ndhlovu, Thenjiwe Ngwenya, Anesu Ngadya

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2021

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 Pan African Visions, sadc.int, autonomousvehicletech.com;
P2 Botswana Daily News, sadc.int; P4 sadc.int; P5 twitter.com, au.int, girlsnotbrides.com, nyasatimes.com; P6 The Patriot, Angop; P7 The Guardian; P8 twitter.com, sadc.int;
P9 ZimFact, tralac.org, Masterfile (Royalty-Free Div.), allafrica.com;
P10 news.yafoo.com, andrewgriffinltd.com; P11 allafrica.com,
P12 The Herald, zambianews365.com; P13 commons.wikimedia.org;
P14 telegraph.co.uk, worldschildrensprize.org; P16 SARDC

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US$40 pour le reste de l'Afrique; et US$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Couriel: sadctoday@sardc.net
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House,15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sardc.net
Knowledge for Development

sardc.net @sardc.net

Austrian Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement.

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

Avril– Juin 2021

Avril 13-15, Zambie	Sommet Innovation Afrique Innovation Afrique est fermement établie comme le premier forum ministériel de haut niveau du continent où les partenaires de l'industrie profitent de réunions préprogrammées et d'un engagement résolu avec les ministres et les hauts fonctionnaires de plus de 40 pays.
Mai 5, Botswana	Réunion Groupe Thématique sur l'Energie de la SADC Le Groupe thématique sur l'énergie de la SADC (GTE) est un forum du Secrétariat de la SADC et de son secteur de l'énergie coopérant pour discuter des initiatives entreprises par la région pour garantir que l'approvisionnement en électricité répond à la demande.
25, Afrique	Journée de l'Afrique La Journée de l'Afrique est la commémoration annuelle de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue l'Union africaine. La vision de l'Union africaine est énoncée dans l'Agenda 2063 qui prévoit une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale. Reconnaissant l'importance d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 en matière d'intégration régionale, de croissance économique et de développement inclusifs et durables, l'Union africaine a déclaré l'année 2021 comme **« l'année des arts, de la culture et du patrimoine de l'UA: leviers pour construire l'Afrique que nous voulons ».**
Juin 17, Botswana	Réunion virtuelle des ministres de l'Éducation de la SADC

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Mai - Juin 2021

1er mai	Fête des travailleurs	RDC, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Fête du travail	Angola, Botswana, Comores, Madagascar, Malawi, Maurice, Seychelles, Eswatini
4 mai	Journée de Cassinga	Namibie
14 mai	Journée de Kamuzu	Malawi
		Eid ul-Fitr (Fin du Ramadan) *
	Madagascar, Maurice, Tanzanie	
17 mai	Jour de la libération	RDC
13 mai	Jour de l'Ascension	Botswana, Namibie, RDC, Lesotho, Madagascar, Eswatini,
25 mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zimbabwe
	Journée de la liberté de l'Afrique	Zambie
3 juin	La Fête Dieu (Corpus Christi)	Seychelles
16 juin	Journée de la jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée de la Constitution	Seychelles
25 juin	Jour de l'indépendance	Mozambique
26 juin	Jour de l'Indépendance	Madagascar
29 juin	Jour de l'indépendance	Seychelles
30 juin	Jour de l'Indépendance	RDC

* La date exacte dépend de l'observation de la nouvelle lune

FONDATEURS DE L'OUA

Algérie: Ahmed Ben Bella

Bénin (République du Dahomey) Hubert Maga

Burkina Faso (Haute Volta) Maurice Yameogo

Burundi: SA Majesté Mwami Mwambusta IV

Cameroun: Ahamadou Ahidjo

Gabon: Léon M'ba

Egypte (République Arabe Unie) Gamal Abdel Nasser

République Centre Africaine: David Dacko

Tchad: François N'Garta Tombalbaye

Congo: Fulbert Youlou

Lybie: Sa Majesté Le Roi Idris I

Cote d'Ivoire: Félix Houphouet Boigny

Ethiopie: Empereur Hailé Selassié

Libéria: William V.S Tubman

Madagascar (Malgache) Philibert Tsirinana

Mali: Modibo Keita

Mauritanie: Mokhtar Ould Daddah

Niger: Hamani Diori

Guinée: Ahmed Sékuo Touré

Maroc: Le Roi Hassan II

Sénégal: Léopold Sédar Senghor

Nigéria: Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa

Rwanda: Grégoire Kayibanda

Sierra Léone: Sir Milton Margai

Ghana: Osagyefo Kwame Nkrumah

Somalie: Abdella Osman

Soudan: El Farik Ibrahim Abboud

Ouganda: Milton Apollo Obote

Tunisie: Habib Bourguiba

Togo: Sylvanus Olympio

Tanzanie (Tanganyika): *Mwalimu* Julius Nyerere

LE 25 MAI 1963, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (maintenant l'Union africaine) a été formée comme une vision du panafricanisme qui a grandi dans une nouvelle génération avec l'unité en son cœur, par les 32 dirigeants de pays africains indépendants qui se sont rencontrés à Addis-Abeba, en Éthiopie.